

# 33<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste

A deux semaines du Congrès départemental

Nous ferons le point avec Jean Yves MARTIN, responsable de la commission transparence, du débat des communistes après l'adoption de la base commune et Michel RICA dans une interview aux Nouvelles, pointeront les principales questions soulevées

p 4 et 5

# Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 802

23 février 2006

prix: 0,70 €

**CNE-CPE...  
TOUS  
concernés !**

Medef UMP

EN LOIS

**STABLES**

## ■ LA SOUSCRIPTION DES «NOUVELLES»

P 3

De nombreux lecteurs répondent à la souscription lancée pour donner à notre journal les moyens de sa parution, de son développement



et de sa modernisation. Vous n'avez encore pas participé en versant à la souscription la somme qui vous convient ? N'attendez plus, souscrivez sans attendre.

## ■ LA NAVALE EN DÉBAT

P 3

Succès dans la participation et le débat à Saint-Nazaire pour le forum sur la Navale

## ■ FINANCES LOCALES

P 7

Hubert DELAHAIE adjoint aux finances de la ville de Montoir, répond à nos questions sur les conséquences de la politique fiscale du gouvernement

[www.pcf-44.com](http://www.pcf-44.com)

# L'actualité politique...

## EN BREF

### Coup de force.

C'est en utilisant le célèbre article 49-3 de notre Constitution, qui permet l'adoption d'un texte sans débat, que notre Premier ministre vient de faire passer au parlement le projet de loi sur «l'égalité des chances» dans lequel on retrouve le contrat de premier embauche, condamné par une majorité de Français. Belle leçon, de démocratie n'est ce pas ?

### Image et réalité

Il se présentait il y a quelques mois comme «le nouveau», différent, à l'écoute des Français, et, il n'a suffi que la première vraie bataille s'engage pour que Dominique De Villepin, le protégé de notre président, oublie volontairement toutes les règles qui devaient faire de lui «ce nouveau premier ministre». Adieu la démocratie au Parlement, adieu la concertation avec les syndicats. Le passage en force est de règle pour répondre aux exigences du MEDEF. Difficile d'empêcher les vieux démons de revenir au galop. Vous ne trouvez pas ?

### Pas content

Selon le baromètre social mensuel CSA-Humanité-NVO, la politique du gouvernement ne fait pas recette parmi les Français puisque 68 % d'entre eux, en forte progression se déclarent mécontents de sa politique. Ils sont même, à en juger par l'enquête d'opinion, 92 % des électeurs communiste à se prononcer en ce sens. Quant aux très satisfaits, il ne reste plus que la garde rapprochée des ministres et de l'Élysée avec 2 % des sondés. Sans commentaire.



### Bousculade

Entre le Premier ministre et celui de l'intérieur, le moins que l'on puisse dire, c'est que les places sont chaudes pour apparaître comme les producteurs des lois de la République à l'exemple de la bataille que se mènent De Villepin et Sarkozy à propos de la loi sur l'immigration. Pourtant, à en juger par le contenu de l'avant projet, il n'y a pas lieu à être fier d'un texte qui va d'abord faire plaisir aux amis de Jean Marie Le Pen.

### SARKO épinglé

Il n'est, en général, pas avare de réactions, mais cette fois ci, notre Ministre de l'intérieur fait profil bas après les premiers échos du rapport du Conseil de l'Europe sur le système judiciaire et pénitentiaire français. Entre le traitement fait aux étrangers, les dérapages des forces de l'ordre pour ne citer que ces deux exemples, notre premier flic de France, n'a plus qu'à revoir sa copie ou tout simplement changer de job.

### Ignoble

Familier des provocations, le Président socialiste de la région Languedoc Roussillon, Georges Freche s'est surpassé en injurant les harkis. «Les gaullistes ont massacrés les vôtres en Algérie et encore vous allez leur lécher les bottes ! Mais vous n'avez rien du tout, vous êtes des sous-hommes ! Vous n'avez aucun honneur !» Comment traiter ces propos, de mégalomanie, vulgarité, provocations ? Les électeurs jugeront ...

## Point de vue

Par Clotilde MATHIEU



Le CIP en 1994, l'extrême droite en 2002, la Constitution européenne en 2005, le CPE en 2006... La prise de position des jeunes contre le capitalisme monte en puissance!! 20 ans de politiques libérales ont créé la seule génération qui vit moins bien que ses parents. Dès le début de leur vie d'adulte, les jeunes sont précaires. 60% des étudiants sont obli-

gés de travailler pour financer leurs études, et 30% d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les jeunes travailleurs vont de CDD en CDD, en passant par les contrats d'intérim. Les plus chanceux qui obtenaient un CDI vont devoir être soumis à la précarité du CPE. Le capitalisme pour survivre, a besoin de créer cette précarité, pour que les entreprises fassent de plus en plus de profit. Notre Parti est né du combat contre le capitalisme. Si d'autres formations se revendiquent aujourd'hui de ce combat, le PCF

est le seul à proposer des objectifs clairs et à disposer des moyens pour avancer, le seul qui assume tout à la fois une identité révolutionnaire, la détermination à battre la droite, et la volonté de mettre en œuvre dès aujourd'hui, dans le rassemblement, des politiques de transformation sociale. C'est cette efficacité qui explique le grand nombre de jeunes qui ont rejoint le PCF depuis 2002 ! C'est aussi pourquoi, je suis convaincue qu'il doit y avoir une candidature à la présidentielle de 2007, puisqu'il s'agit de la principale élection où un parti peut présenter un projet global de société. Face à la droite qui matraque les lycéens, expulse les jeunes sans papiers et précarise la jeunesse, il y a besoin d'un Parti Communiste insoumis, ambitieux et combatif. J'ai du mal à comprendre ceux qui aujourd'hui, doutent de la capacité de développement d'un tel parti. La construction collective d'un monde enfin débarrassé du capitalisme, est un combat d'avenir, lui tourner le dos consisterait à refuser d'entendre l'expression de colère d'une jeunesse aujourd'hui mobilisée contre le pouvoir de droite et la société libérale.

«Un Parti Communiste insoumis, ambitieux et combatif»

## Rencontre nationale de la gauche : Riposte et débats publics

Dix formations politiques de la gauche française se sont rencontrées à la Mutualité, début février pour débattre de la riposte à la droite et pour organiser des débats publics sur des propositions alternatives.

Au terme de cette rencontre, les formations ont convenu d'un relevé de discussions portant sur :

- Une mobilisation unitaire contre la politique de l'emploi et le CPE sous forme d'un tract, d'une pétition et de semaines d'action.
  - Mise en place d'une structure de liaison souple et ouverte pour riposter à la politique de la droite, et notamment sur Bolkestein, l'immigration et la politique économique et sociale.
  - Un comité national sera mis en place dans les jours qui viennent pour organiser le débat avec les citoyennes et les citoyens sous forme de rencontres publiques sur l'ensemble des propositions alternatives pour 2007.
- Toutes les organisations ont apporté leur soutien aux faucheurs d'OGM condamnés lourdement.

Les organisations réunies : le PRG, le PS, Les Verts, le PCF, le MRC, les Alternatifs, Régions et peuples solidaires, Alternative citoyenne, le Mars, Convergence républicaine.

A l'issue de la réunion, la direction du PCF en la personne de Jean-François Gau, précisait que cette réunion était un pas en avant important.

«Elle a été utile pour favoriser une riposte plus large, plus rassemblée, plus combative à toutes les attaques de la droite et contribuer à poser en grand, avec les citoyennes et les citoyens la question de l'alternative politique. C'était le but que se fixait le Parti Communiste et on peut dire que cette réunion y contribue».

A la question sur le contrat de gouvernement que le Parti Socialiste voulait aborder lors de cette réunion, le dirigeant communiste a indiqué que cette question n'avait été évoquée par personne. «Cette proposition initiale qui revenait à faire du contenu d'une politique alternative, une

question seconde par rapport à un engagement préalable à gouverner ensemble, a été dépassée» précise Jean-François Gau.

Sur le contenu des futures rencontres entre les partis de gauche, Jean-François Gau a indiqué que «Les thèmes n'ont pas été listés. Marie-George Buffet a insisté sur la nécessité de traiter des moyens d'une politique alternative : moyens financiers (fiscalité, crédit, secteur public), démocratie avec la question de la VI République, des pouvoirs nouveaux à donner aux travailleurs, et enfin la question de l'Europe et de la mondialisation. Ce sont des thèmes sur lesquels les différences à gauche sont profondes. Il faut donc absolument les mettre en débat à l'échelle du pays».

## De vous à moi...

Il ne s'agit absolument pas de dédouaner, d'excuser ou de chercher des circonstances atténuantes sur le rôle qu'a pu avoir le juge Fabrice Burgaud dans l'affaire d'Outreau. Ce n'est pas mon but, ce n'est pas mon rôle, mais, permettez-moi de m'insurger sur la façon avec laquelle ce dernier s'est retrouvé, livré à la pâture publique lors de son audition médiatisée devant la commission parlementaire. J'ai été choqué comme, je crois, beaucoup d'hommes et de femmes de notre pays.

On se serait cru, revenu quelques siècles en arrière au temps du supplice du pilori, où le condamné n'avait plus de défense et se retrouvait face à l'injure et à l'humiliation publique. Dans cette douloureuse affaire qui pourrait arriver à chacun d'entre nous, les médias continuent leur sale besogne. Il ne suffit pas en effet de noyer le pays d'images diffusées par de multiples chaînes de télévision, quasiment en direct, encourageant un «voyeurisme inconscient» pour faire estomper leur part de responsabilités dans ce désastre. Les médias, toujours à la recherche de sensationnel pour plus d'audimat, devraient revenir à plus de déontologie et regarder dans les yeux, une justice essouffée qui manque de moyens pour assurer sa mission et qui peut se transformer rapidement en «machine à broyer».

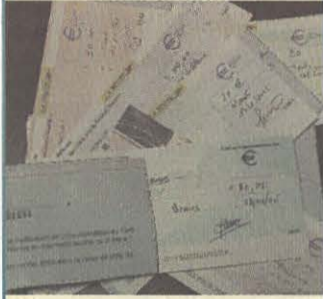
Y.C.

## VITE LU VITE DIT

### Souscription pour les «Nouvelles»

#### 2<sup>e</sup> liste :

Ausesky Fabienne, Nantes, 20 € ; Babin Garnier L, Rezé, 20 € ; Bodard Pierre, St Nazaire, 20 € ; Bois-selier Renée, Nantes, 20 € ; Breton Fernand, St Nicolas de Redon, 25 € ; Briand Monique, Nantes, 20 € ; Anonyme, St Nazaire, 100 € ; Courcoul Auguste, Nantes, 30 € ; Koziel Vincent, Savenay, 30 € ; Lecossois Robert, Fégréac, 10 € ; Lucas Dominique, Rezé, 20 € ; Matelier Etienne, Coueron, 45 € ; Racinoux Maurice, St Herblain, 200 € ; Raimbaud Jean Pierre, St Aubin des Chateaux, 30 € ; Trevarain Annick, Nantes, 20 € ; Vince Yann, Rezé, 30 €.



Les chèques sont à libeller à ADF-PCF 44 et à transmettre à la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français 41 rue des Olivettes à Nantes en inscrivant au dos du chèque «souscription des Nouvelles» Votre don vous donnera droit à une déduction d'impôt 2006 dans la limite de 60% de celui-ci.

**Vous n'avez pas encore versé. N'attendez pas pour donner les moyens financiers à votre journal**

## Construction navale : L'histoire n'est pas finie

«Quelle politique à gauche pour la construction navale, quelle politique industrielle quand le pays vient d'enregistrer un déficit historique de sa balance commerciale ?» Christian Saulnier, responsable des communistes de Saint-Nazaire, débute par des questions précises et fortes. La rencontre réunit près de cent personnes. La LCR et la CGT participent au forum boudé par les socialistes locaux.

Pour Louis Dronval, responsable communiste aux Chantiers, l'équation est simple «revenir à un Chantier à 5000, condition de l'efficacité sociale et économique, embaucher des ouvriers qualifiés pour assurer la production et investir dans l'outil pour garantir l'avenir». «Ce monopoly capitaliste n'a malheureusement pas



pour objectif de créer des emplois» regrette le responsable de la LCR tandis que René affirme «qu'un personnel qui, depuis des décennies, a su relever tous les défis, a le droit de demander des comptes» devant cette vente au rabais. «L'histoire n'est pas finie» affirme Yves Dimicoli, membre de la direction nationale du PCF. «Il existe bien des épisodes à écrire d'ici 2010. Alstom détient encore une partie du capital et l'Etat reste le principal actionnaire». L'avenir, ce sont «de nouvelles coopérations franco-françaises (avec la DCN notamment), de nouvelles coopérations européennes alors qu'à l'ouest, la construction

navale est en pleine expansion». La Navale doit obtenir des aides publiques «qui ne peuvent être gâchées» si leur emploi est contrôlé par les élus et les salariés. Mais il ne peut y avoir de solution durable, sans une réorganisation du secteur bancaire. «Les banques ont pressé le citron... leur renationalisation, la constitution d'un grand pôle public de crédit, sont des objectifs à atteindre sans lesquels il ne peut y avoir de politique de gauche en France» affirme l'économiste communiste. Il suggère pour l'immédiat que la Région mette en place un «fonds régional pour l'emploi et la formation», premier pas vers un futur fonds national. Chris-

tian Duval, responsable de l'Union locale CGT constate qu'en quelques années «on a fermé la moitié des Chantiers sans qu'il y ait de mouvement social». Exaspéré devant un tel gâchis, il lance : «C'est quoi la gauche ? Qu'est ce qu'on peut faire avec les autres dans ces conditions ?» Pierre se lève d'un bond et rappelle «l'onde de choc du rassemblement antilibéral du 29 mai». «Ce vote était un vote de classe qui a fait trembler la droite» enchaîne Yves Dimicoli. «Depuis elle n'a qu'une idée : taper le plus fort possible pour mettre le peuple KO debout». Devant une telle offensive, il ne veut pas gâcher les possibilités d'un rassemblement populaire majoritaire avec «des jeux politiques». Un rassemblement à construire sur des contenus transformateurs comme ceux échangés pendant la soirée qui sont «le bien commun de toutes celles et tous ceux qui se battent pour que la Construction navale vive et se développe».

## Hommage aux fusillés espagnols de 1943

Près de 500 personnes avaient répondu à l'invitation du Comité départemental du souvenir de Châteaubriant pour rendre hommage, en ce début février aux fusillés espagnols de 1943.

L'émotion était grande dans le petit cimetière de la Chapelle Basse Mer où se déroulait la cérémonie.

Arrêtés par la police française en 1942, ces combattants espagnols furent fusillés en 1943 en même temps que leurs camarades français. Il a fallu le travail du collectif pour que les familles espagnoles de ces martyrs retrouvent le lieu où reposaient leur grand père, leur père ou leur frère.

Elles découvraient ainsi, plus de 60 ans après les exécutions «le carré des espagnols» sur lequel maintenant est apposé un mémorial du plasticien nantais d'origine allemande

Ekkehart Rautens-traucht.

De nombreuses personnalités et élus étaient présents à cette cérémonie parmi lesquels des représentants de la CGT, de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste français.

«Ces hommes n'étaient ni des assassins, ni des terroristes pour reprendre les actes d'accusation de l'époque. Ils n'étaient pas porteurs d'une idéologie de haine et de crime ou partisans de la terreur massive pour reprendre les termes d'une résolution dernièrement au Conseil de l'Europe» devait déclarer l'un des orateurs de cette commémoration. Ils étaient, tout simplement des résistants contre la barbarie nazie, qui méritent amplement l'hommage qui vient de leur être rendu.



## La sous-traitance et le respect des droits

Alors que la CGT dénonce de nouvelles atteintes aux droits de salariés polonais aux Chantiers de l'Atlantique allant jusqu'à des menaces physiques, l'inspection du travail vient de lancer une opération «coup de poing» sur l'ensemble du site avec 35 agents. Il s'agit pour l'union syndicale multiprofessionnelle CGT qui était demandeuse de cette initiative «de relever les nombreuses infractions au code du travail dont sont responsables un certain nombre d'entreprises sous-traitantes avec la connivence de la direction des Chantiers». Une affaire qui ne devrait pas être sans suite à en juger par les premières réactions...

## Convivialité et politique



Quand convivialité et politique se marient, cela donne une soirée comme ce fut le cas à la salle de l'Estuaire de Couëron lors du traditionnel Banquet de la Fédération.

Ce sont 300 personnes qui avaient pris place pour participer à cette soirée en compagnie de l'orchestre «la sourde oreille» qui n'a laissé aucun pavillon insensible.

Jeunes et moins jeunes, venus de la région nazairienne, du Pays de Retz, de Nantes ou d'ailleurs ont ainsi passé une agréable soirée dans une ambiance bon enfant et festive. A l'année prochaine sensiblement à la même période pour une nouvelle édition du Banquet de la Fédération.

# Le dossier.

## Enjeux du 33<sup>e</sup> congrès du PCF

### Un contexte stimulant pour en sortir par le haut



Dans quel contexte se présente le prochain Congrès du PCF ? Bref regard d'histoire immédiate. Depuis le début des années 2000, l'unilatéralisme américain, tirant prétexte du 11 septembre 2001, entraîne catastrophes et rejets partout dans le monde. Le triomphe idéologique de l'ultra-libéralisme, tant proclamé, ne bouche cependant pas totalement l'horizon. Les FSM (Forums Sociaux Mondiaux), désormais

tricontinentaux, et le basculement électoral à gauche de l'Amérique latine de 2002 à 2006, du Brésil au Chili, en passant par la Bolivie, bien que parfois ambigu, constituent néanmoins des signes encourageants. En Europe, Bolkestein, fer de lance d'autres directives, bien que chassé par la porte, revient par le vasistas. En France, nous restons toujours sous le coup du traumatisme du 21 avril 2002, avec

droite et extrême droite au 2<sup>e</sup> tour des présidentielles. Et un Parti communiste encore plus affaibli qu'il ne l'était déjà. Mais le NON du 29 mai 2005 et le sursaut citoyen par lequel son succès a été acquis, mettent au moins un bémol à ladite « crise de la politique ». Ce qui est donc surtout en cause, c'est une manière, en totale déconfiture, de faire de la politique. Plus que jamais il s'agit de reconstruire la

citoyenneté, pour faire bouger les lignes politiques dans un cadre institutionnel à redéfinir pour une VI<sup>e</sup> République. La mobilisation sociale et « mouvementiste » en cours, interroge néanmoins. Car elle pêche toujours par l'absence de débouché politique, alors que la campagne pour le NON a bien montré le rôle pivot à gauche d'un Parti communiste qualifié volontiers à l'occasion de « fédérateur ». Sa pratique des Forums à la base peut être un démultiplicateur d'un tel ré-enracinement citoyen à confirmer. Le communisme, en tant que pensée du repartage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs, demeure ainsi de pleine actualité. Utopie concrète,

sa radicalité n'est pas celle, longtemps rêvée, d'un « grand soir », mais celle d'un dépassement au quotidien du capitalisme, combinant mobilisations sociales, citoyennes et politiques, économie coopérative, commerce Nord-Sud équitable. Avec remise en cause d'un modèle capitaliste de croissance productive, désormais sans avenir viable. Face à ces principaux éléments d'un contexte général trop rapidement rappelé, il n'est certes pas évident que les précédents congrès - ni le 31<sup>e</sup> en octobre 2001, ni le 32<sup>e</sup> en avril 2003 - aient donné pleinement satisfaction, par une remise à niveau

suffisante du Parti. Post-traumatiques, trop nombrilistes et repliés sur des enjeux internes, à la limite d'une rupture entre clans, ils ont posés plus de problèmes, bien réels, qu'ils n'ont su et pu y répondre efficacement. La roue de l'histoire continue, on le voit bien, de tourner sans fin. Elle ne nous attendra pas. Si le communisme reste certes à l'ordre du jour, il n'en sera pas toujours nécessairement de même pour l'existence d'un parti non groupusculaire, s'en réclamant dans ce pays. L'heure n'est plus celle de se poser, en interne, des questions qui tribalisent les communistes. Il est plus que temps de construire ensemble, et de porter de bonnes réponses, convaincantes et efficaces, aux attentes des gens et du pays, dans ce monde tel qu'il va.

« Mettons au moins un bémol à ladite crise de la politique »

#### Jean Yves MARTIN

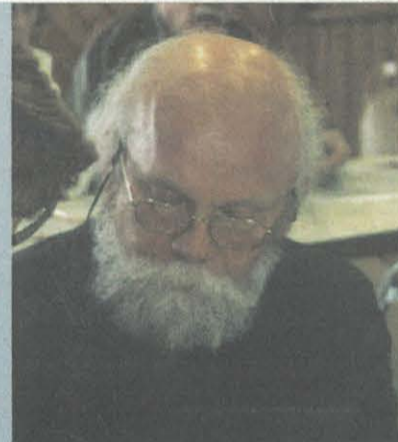
#### Après la consultation des communistes, Quelles suites pour leur débat de congrès ?

reste cependant minoritaire (voir les résultats dans NLA n°801 du 9 février). La masse des textes à lire a, de toute évidence, fait obstacle à la participation de nombreux camarades. Et une majorité a même décidé de s'abstenir. Ceci souligne tous les efforts qu'il nous reste à déployer pour les associer pleinement à la suite du débat. Selon les sections, on observe qu'il y a une corrélation entre les indicateurs du débat et le taux

de participation. Là où ils sont moins nombreux, la participation est généralement plus faible. Avec une polarisation plus marquée des votes soit en faveur du texte de la base commune du Conseil national, soit pour l'un ou l'autre des 3 derniers textes alternatifs.

Par contre, là où il existe des indices plus nets - procès verbaux ou compte-rendus synthétiques de réunions de cellules, ou d'assemblées générales de sections, qui s'ajoutent aux contributions personnelles - les votes se répartissent davantage entre toutes les options possibles, et notamment pour les textes alternatifs 1 sur la visée et la stratégie. Pour la phase ultime du débat de congrès, il n'y a désormais plus en discussion que les seuls textes adoptés de la base commune, auxquels il faut ajouter le projet de modification des statuts. C'est certes moins, mais cette seconde phase ne dure pas même deux mois.

Nul doute que pour la suite de ce débat, tous les communistes - dont la première phase a souligné la grande diversité - partageant le même souci de son efficacité, auront à cœur de contribuer à leur enrichissement : par leur contribution personnelle à la tribune de discussion fédérale, et un intense travail d'amendements en Assemblée générale de section et à la Conférence départementale.



#### Ils ont dit :



#### Dany FROUIN, Cheminots Nantes

La préparation du Congrès, dans la cellule, a été marquée par un réel dynamisme des camarades cheminots tant sur le nombre de réunions que nous avons tenues que sur la participation ou bien encore sur le contenu des débats. Les adhérents ont manifesté un réel intérêt, différent des précédents congrès, à tel point que certains d'entre nous n'hésitaient pas à décaler leurs horaires pour pouvoir participer aux réunions. D'autres revenaient exceptionnellement de leur lieu de travail situé à plusieurs dizaines de kilomètres, pour participer.

Pourquoi un tel intérêt ? La question est posée. Les enjeux pour nous,

cheminots, sont grands et directement liés aux questions qui sont soulevées dans les textes, visée, stratégie du parti. Personnellement, je suis content de la façon avec laquelle nous avons engagé le débat.

#### Jeannine DUSSEAUX, Savenay

5 réunions sur chacun des textes, une discussion poussée, sérieuse, constructive. C'est comme cela que je qualifierai le travail que nous avons accompli sur la cellule pour préparer le Congrès. Un travail différent de ce que nous faisons habituellement. Nous avons décidé de nous rencontrer chez les camarades, rompant avec nos pratiques de réunions dans des salles municipales froides et austères. C'est certainement une des raisons qui a contribué à pousser la réflexion comme nous l'avons fait mais pas la seule, car je crois que les camarades sont profondément convaincus des enjeux de ce Congrès, du poids des décisions que nous allons être amenés à prendre. C'est aussi cette conception de travail qui amène la cellule à proposer une série d'amendements pour améliorer, selon nous, la base commune.

# 33<sup>e</sup> congrès : le débat



**M.R. :** Oui, cela ne fait aucun doute. Les coups portés par le MEDEF et le gouvernement sont terribles. Nous pensons que la riposte n'est pas assez forte et qu'elle doit s'amplifier. Nous ne ménageons aucun effort pour y arriver et pour rassembler largement toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer à cette politique. En même temps, nous travaillons à construire les bases d'une alternative politique dans notre pays.

**NLA : Le Parti Communiste est-il assez fort pour ces ambitions ?**

du référendum sur la Constitution. Souvenons nous que plus de 55 % des électeurs verts et socialistes ont répondu NON au projet de traité. Il ne s'agit donc pas d'exclure mais bien de rassembler, de travailler ensemble à ce rassemblement.

**NLA : Et par rapport aux partis politiques ?**

**M.R. :** Il y a deux obstacles à surmonter.

Le premier, c'est qu'il ne faut se faire aucune illusion sur une union étroite et rabougrie avec le Parti socialiste : pas plus hier, aujourd'hui que demain. Le Parti Socialiste est ce qu'il est, mais il est porteur d'un projet majoritaire à gauche.

Le second est de considérer que la construction d'un pôle de radicalité, réglerait les questions actuelles : c'est illusoire quand on sait que l'extrême gauche a toujours refusé de prendre ses responsabilités dans la société.

La gauche est plurielle, diverse. C'est un fait qu'il faut prendre en considération. Cessons donc de nous positionner au regard de ces forces politiques, en particulier du PS, soyons nous même. Notre objectif est donc d'être dans toutes les luttes contre le libéralisme. Ce qui doit nous animer c'est la capacité à rassembler pour que ce rassemblement populaire devienne majoritaire dans notre pays.

**NLA : C'est une question centrale qui traverse les débats préparatoires au Congrès ?**

**M.R. :** Il y a effectivement débats, interrogations voire inquiétudes. En France, existent une gauche et une droite. Dans un certain nombre de pays européens, les choses sont différentes. C'est pour cela que le débat n'existe pas de la même manière quand il y a, comme en France, un Parti Communiste.

Nous sommes présents dans le débat politique, nous prenons nos responsabilités au quotidien dans les quartiers, les entreprises mais aussi dans les lieux décisionnels que sont les collectivités locales départementales, régionales et autres. Nous pesons donc sur la vie politique.

Je prendrais deux exemples pour illustrer mon propos :

Nous sommes présents quand il s'agit des luttes des sans papiers avec des militants d'extrême gauche et associatifs parce que notre conviction profonde est que cette lutte est juste.

Mais nous sommes dans le même temps des élus dans des collectivités, dans des majorités de gauche ou dans l'opposition, qui prennent leurs responsabilités et influent sur les décisions et les choix politiques.



N'opposons ces deux aspects de notre engagement politique. Ils sont complémentaires. Notre volonté est d'être dans tous les lieux où nous pouvons faire avancer les choses.

**NLA : La Conférence départementale aura également la responsabilité d'élire une nouvelle direction fédérale. Peux-tu nous en dire un peu plus sur cette question ?**

**M.R. :** Notre volonté, ce qui ressort des débats, montre le besoin et l'attente d'un Parti près des citoyens

Nous avons rencontré Michel RICA à deux semaines de la Conférence départementale qui se déroulera les 10 et 11 mars aux Sorinières. Il répond à nos questions et nous donne son point de vue sur la préparation du 33<sup>e</sup> congrès dans le département. Quels sont les enjeux de congrès, comment le Secrétaire départemental appréhende-t-il le communisme du XXI<sup>e</sup> siècle mais aussi les questions de rassemblement pour une nouvelle politique majoritaire dans notre pays. Une interview en direct pour notre journal.

**M.R. :** Nous ne sommes jamais assez fort, mais notons qu'aujourd'hui il semble que nous soyons mieux perçus, que notre volonté d'être mieux nous-même c'est-à-dire communiste, rassembleur, répond à une attente. A nous donc de continuer à creuser ce sillon communiste sur le terrain du rassemblement en nourrissant le débat d'idées, porteur d'un projet susceptible de donner du contenu au rassemblement.

**NLA : Concrètement, c'est quoi le projet communiste ?**

**M.R. :** Notre Congrès doit répondre de manière claire, simple, audible à cette question. Il y a aujourd'hui une opposition forte qui s'exprime, sous de multiples formes, à l'idée qu'il n'est pas possible de changer la société. C'est notamment la bataille idéologique acharnée de la droite, des forces libérales aux politiques d'accompagnement.

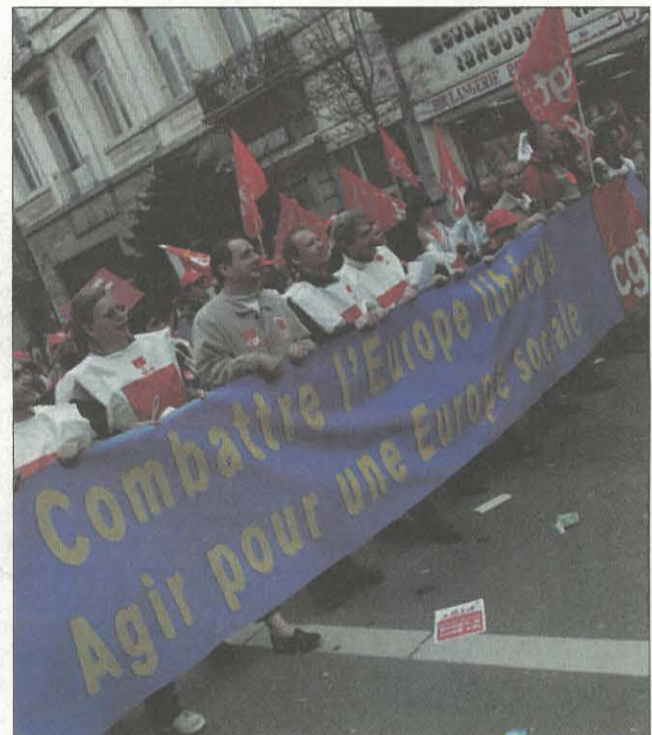
Les communistes eux n'acceptent pas cette fatalité. Nous pouvons décider, en travaillant au rassemblement, de modifier les rapports de forces, de s'attaquer à la politique libérale et de dépasser la société actuelle, la société capitaliste. Etre



communiste aujourd'hui c'est vouloir un autre monde sans exploitation, sans aliénation des hommes, des avancées de civilisation.

**NLA : Tu parles rassemblement, peux-tu préciser ?**

**M.R. :** Il y a beaucoup de gens dans le mouvement social ou social qui participent ponctuellement, ou de façon plus durable avec nous ou avec d'autres, à combattre les idées libérales. Nous l'avons vu lors



**NLA : Comment se prépare ce congrès en Loire-Atlantique ?**

**Michel Rica :** La préparation s'est faite en deux temps. D'abord une large discussion parmi les communistes pour l'adoption d'une base commune qui s'est traduite par le vote dont les Nouvelles ont fait état. Et depuis le début du mois de février, le débat se déroule autour des 6 textes qu'ils ont choisis.

**NLA : L'unanimité n'a pas été la règle sur le vote de la base commune ?**

**M.R. :** Je ne crois pas en l'unanimité. La diversité d'opinion existe, elle est une richesse si elle s'exprime pour faire avancer le débat. Ce qui est le cas. Les avis formulés dans ce département témoignent d'une réflexion profonde des enjeux de ce Congrès. Maintenant, dans le même esprit les camarades qui le souhaitent, vont proposer des amendements afin d'améliorer les textes qui seront débattus lors des différentes Assemblées générales de section, au Congrès départemental, au Congrès national.

**NLA : Un sujet fait l'unanimité : la bataille contre la droite !**

au cœur de la ville, de l'entreprise, du quartier, de tous ceux qui souffrent de la politique libérale. Pour cela, il nous faut une direction départementale encore plus dynamique, engagée, offensive avec un réel rayonnement sur l'ensemble de notre département.

On voit le rôle des communistes autour des questions industrielles et je pense particulièrement à la Navale où les communistes sont présents à la porte des Chantiers mais aussi sur tout le bassin d'emploi de la région nazairienne pour défendre la Navale et la filière maritime. Je pense aussi à l'engagement des jeunes communistes autour de la bataille contre le CPE. Notre nouvelle direction départementale devra être entre autres, l'émanation de ces exemples, une direction dans laquelle se retrouve des jeunes en nombre significatif, des femmes, des salariés. Nous voulons une direction départementale qui soit à l'image de notre société, à l'image de ceux qui aspirent à des changements politiques, économiques et sociaux.

Propos recueillis par Y. Chéneau

## PRENONS NOTE...

### Pour cause de réduction des effectifs

La Caisse primaire d'assurance maladie ne cherche plus à se rapprocher de ses assurés. Les pôles d'accueil se ferment les uns après les autres ; le dernier en date : celui de Rezé. La CGT prévient que 17 maisons de la sécu sont dans le collimateur.

### Chaîne publique régionale amputée

Depuis le 10 février, le 12/14 Ouest a disparu de nos écrans. Cette édition existait depuis 9 ans. En amputant les programmes régionaux, on laisse le champ libre aux télévisions locales privées et à M6. En s'y attaquant, c'est la raison d'être de France 3 qu'on menace.

Pétition en ligne : <http://www.observatoire-nantais-medias.fr>

### Nouvelle affaire

La société SAFE, sous-traitante des Chantiers, a renvoyé 8 ouvriers polonais qui ont osé réclamer leur salaire.

### Entrée en bourse des clubs sportifs

Par cette annonce, le Ministre des Sports s'apprête à rompre définitivement les liens entre le sport amateur et le sport professionnel, et à casser l'éthique sportive. Cette décision s'inscrit parfaitement dans la logique de sa politique de soutien au sport business, aux industries du sport, qu'il a mené depuis qu'il est en poste.

### Projet de loi dit Hortefeux-Jacob

Ce projet est surtout un véritable cheval de Troie de la conception libérale des services publics, de la fonction publique, notamment territoriale dont l'unicité est menacée directement. Il est une remise en cause méthodique de la conception républicaine de la fonction publique et une étape considérable vers sa privatisation et son démantèlement.

### Solidarité internationale

Après 4 mois de lutte et de campagne pour que les ouvrières du Burkina Faso licenciées le 1 août 2005 par une filiale du groupe d'Yves Rocher, elles ont été entendues.

### Le travail de nuit ...

... nuit même quand on a moins de 18 ans ! La possibilité de déroger aux règles du travail la nuit, le dimanche et les jours fériés pour les moins de 18 ans a été étendue à certains métiers depuis le 15 janvier dernier et la parution de deux décrets au Journal officiel. Certaines mesures concernent plus spécifiquement les apprentis.

### Informez-vous

Textes de loi, analyses juridiques et Signez la pétition sur : [www.contreimmigrationjetable.org](http://www.contreimmigrationjetable.org)

## Intermittents : Indignation et colère

Les textes sur l'assurance chômage, dans le cadre de la procédure d'agrément, sont consultables dans le JO du 24 janvier 2006. Cette nouvelle convention est inique, on le sait bien, car elle continue d'exonérer le patronat de ses responsabilités et de faire porter aux salariés le coût social de la précarité, de la perte d'emploi et du rétablissement financier de l'UNEDIC. La réorganisation des filières va amputer les droits de plus de 180 000 chômeurs, alors que déjà 6 chômeurs sur 10 ne sont pas indemnisés ! Parmi eux, les salariés du spectacle, pour lesquels a été inséré, dans cette convention générale, un paragraphe qui proroge les annexes Cinéma spectacle issues du protocole 2003, jusqu'à un nouvel accord qui dépend... du bon vouloir du MEDEF ! La réforme de 2003 a exclu des milliers de professionnels de toute assurance-chômage. Même si près de 20 000 d'entre eux, ont été réintégrés, par le biais du Fonds Transitoire financé par l'Etat, grâce aux luttes menées par les salariés, le problème reste entier. En effet, cette solution n'est qu'un palliatif, qui peut même se révéler dangereux et être exploité par le MEDEF pour faire sortir les intermittents de la solidarité interprofessionnelle. Le durcissement des conditions d'accès, le nouveau mode de calcul des indemnités, la durée d'indemnisation raccourcie, non seulement ne permettent pas d'établir le système pérenne et équitable voulu par les professionnels (et désormais de nombreux élus de toute tendance) mais encore, cela continue d'engendrer des inégalités, de pousser au travail au noir et, plus cynique encore, cela coûte plus cher qu'auparavant ! Les professionnels du spectacle ont des propositions fiables pour garantir une vraie réforme permettant aux artistes et techniciens d'être protégés entre leurs contrats, s'inscrivant ainsi dans une volonté d'un système solidaire, moderne et efficace.



## Retrait

Les fortes mobilisations sociales et politiques contre la directive Bolkestein ont mis ses partisans sur la défensive. Mais, les «bouger» intervenus et les manœuvres politiques ne suffisent pas pour rendre cette directive digeste. L'étiquette est virée mais le contenu demeure ! Ils ont biffé les mots qui fâchent «principe du pays d'origine» mais ils en ont gardé la substance.

Ce compromis prête le flanc au harcèlement de la Commission et de la Cour. Il est confirmé que l'Etat de destination ne peut intervenir qu'à titre exceptionnel, dans les conditions restrictives énoncées dans la directive, conditions strictement contrôlées par la Cour de justice européenne. Ce qui donnerait tout pouvoir d'interprétation à la Cour de justice européenne, dont les décisions vont toujours dans le sens du néolibéralisme.

## Contre une immigration jetable

L'avant-projet de réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, dite loi CESEDA, instaure une précarisation extrême à l'encontre des migrants. Deux idées directrices sous-tendent les modifications envisagées : la négation du droit au respect de la vie privée et familiale de l'étranger, et la mise en œuvre d'une politique d'immigration au service des entreprises de la commune du demandeur. Le droit s'appréciera ainsi selon la condition sociale de l'étranger ! De plus, le projet prévoit la création de la carte de séjour «capacité et talents», délivrée à l'étranger susceptible «d'enrichir» la France. La carte de séjour temporaire portant la mention «salarié», comportera une période de validité égale à celle du contrat de travail. Le travailleur étranger sera ainsi soumis totalement



Ce texte préconise l'ajout de conditions et de délais pour la délivrance d'une carte de séjour «vie privée et familiale» à l'étranger conjoint de ressortissant français, un durcissement à l'extrême des conditions permettant le regroupement familial, en instaurant des critères de ressources et de logement, ainsi qu'un avis administratif émanant aux aléas économiques et à la volonté de son employeur ! Le Parti communiste, avec plus de 150 organisations, «entend se battre avec force contre cette réforme qui réduit l'étranger à l'éventuelle utilité de la force de travail qu'il représente, violant et niant ainsi les droits à valeur constitutionnelle, attachés à sa personne».



## Ambition pour l'école ?

Une véritable révolution libérale est en cours, par touches successives répondant en fait à une profonde cohérence idéologique et politique. Baisse de l'âge de scolarité obligatoire, parents «déficients» punis, permanences de police, restrictions budgétaires...c'est dans ce contexte préoccupant pour la réussite de tous les jeunes, notamment ceux des milieux populaires, que DE ROBIEN annonce des décisions qui ne permettront pas la nécessaire relance de l'Education Prioritaire. Le label «Ambition réussite» pour certains établissements en ZEP ou la sortie pour d'autres en 2007, font craindre le pire. Fin mars, rendez-vous est donné pour une mobilisation.

## près de vous

### Donges

**Alain Chazal**  
«Remboursez la TVA, toute la TVA»

Lors de la séance du Conseil municipal consacrée aux orientations budgétaires Alain Chazal s'est élevé contre le manque à gagner que représente, pour les communes, le remboursement différé et partiel de la TVA par l'Etat. Actuellement les communes récupèrent la TVA sur les investissements à un taux minoré, deux ans après la réalisation des équipements. Ce sont ainsi «quelques 20 000 € qui ne seront pas récupérés sur l'investissement de la seule Maison de l'Enfance de Donges» a regretté l'élu.

### Santé

**Fortes contradictions dans la carte sanitaire**

Représentant la Région à la Conférence Sanitaire de la région nazairienne, Michèle Picaud a précisé que, responsable des lycées, sa collectivité entendait s'investir dans les questions de prévention à travers une série d'actions concrètes en direction des adolescents («le bien grandir»). Concernant les orientations proposées par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation (ARH) qui gère la carte sanitaire, la Conseillère régionale communiste s'est étonnée qu'au moment où le nombre des personnes âgées est en forte augmentation (+ 18% d'ici 2010) «le service public de la région nazairienne va perdre 160 lits».

### Parc Régional de Brière :

**L'indépendance mise en cause ?**

Lors de la dernière Assemblée générale, Marc Justy, vice-Président du Parc régional a exprimé son inquiétude quant «au devenir du Parc et à sa capacité d'assurer désormais pleinement les missions qui relèvent de sa Charte».

Le Conseil régional prévoit, dans le cadre du nouveau Contrat Territorial Unique signé avec les intercommunalités, une bonification à verser au Parc. Cette aide



indirecte pourrait permettre à la Carène, à Cap Atlantique et à la Communauté de Communes des Pays de Pontchâteau et Saint-Gildas de s'impliquer dans la gestion. Or, les priorités des intercommunalités peuvent ne pas être celles du Parc et leurs choix, être en contradiction avec ceux d'un Parc de Brière soucieux avant tout de respecter les orientations de sa Charte.

## L'activité

### Nantes

**Quelle implication de la ville pour soutenir l'activité portuaire ?**

Au dernier Conseil municipal, Michel Rica remarquait que les installations portuaires du quai Wilson avaient disparu et que «seules les grues Titan témoignent encore d'une activité qui irriguait jusqu'au cœur de la Ville». Dans un contexte marqué par le récent et fort mouvement de la communauté portuaire contre la directive européenne menaçant les statuts des salariés, directive heureusement rejetée par le Parlement européen, il a souligné qu'il lui paraissait important de rappeler l'attachement de la Ville «au maintien et au développement des activités portuaires de Nantes» et a demandé quelles mesures, entendait prendre la municipalité pour aller dans ce sens. Le Port autonome «est un acteur économique majeur de la métropole» a répondu Patrick Rimbart, Premier adjoint qui a fait remarquer que le Conseil d'administration du port avait travaillé un projet d'entreprise «fixant les grandes priorités à 5 ans». Le Maire de Nantes a rappelé à cette occasion que «le Port Autonome est un port d'Etat qui doit donc assumer pleinement ses responsabilités. Il est donc nécessaire que le port initie sur la base de ce projet d'entreprise une négociation contractuelle avec l'Etat». D'autre part, le déclassement du quai Wilson, pour des raisons économiques, «s'est accompagné d'un investissement important à Cheviré. Le poste à quai Cheviré IV a ainsi bénéficié d'une participation de Nantes Métropole à hauteur de 1,6 millions d'euros».



### Finances locales

**Réformer la fiscalité et taxer les actifs financiers**  
Avant le vote des budgets, Hubert Delahaie, Maire adjoint aux finances à Montoir, nous donne son point de vue sur les enjeux de 2006.

**NLA : Alors que se construisent les budgets, le gouvernement accuse les collectivités de dépenser trop. Qu'en pensez-vous ?**

Hubert Delahaie : Obsédé par le pacte de stabilité, le Premier ministre nous demande d'assumer les missions dont il veut se débarrasser. Il ne nous donne pas les moyens pour faire face aux transferts de charges et nous accuse de tous les maux. Il faudrait plus de services publics, plus de médecins, plus d'infirmières, plus de moyens pour l'Education Nationale, pour la recherche, davantage de bureaux de poste..., la droite les supprime à tour de bras. 8250 jeunes sont à la recherche d'un emploi dans la région nazairienne, De Villepin brade les Chantiers de l'Atlantique, autorise le travail de nuit dès quinze ans et impose le Contrat Première Embauche, véritable Contrat Précarité Exclusion comme l'ont aussitôt baptisé les jeunes

eux mêmes !

**NLA : On dit que les Français vivent au dessus de leurs moyens...**

H D : La vérité c'est que depuis 2002, les cotisations patronales ont baissé de 26% soit un manque à gagner de 19 milliards d'euros, c'est que la loi de finances 2006 favorise les ménages les plus riches qui bénéficieront du scandaleux «bouclier fiscal» qui plafonne à 60% du revenu la somme des impôts à payer. 93 000 privilégiés se partageront ainsi 500 millions d'euros. Parmi eux, les 14 000 plus fortunés profiteront de la moitié de ce pactole soit 250 millions d'euros ! La vérité c'est que 75% des investissements publics sont réalisés par les collectivités territoriales. Elles participent activement à l'emploi donc à la création de richesses.

**NLA : Les élus communistes et Républicains proposent une réforme de la fiscalité, pouvez vous nous en dire quelques mots ?**

H D : Au moment où la droite ultra libérale décide de plafonner le rendement de la Taxe Professionnelle à 3,5% de

la valeur ajoutée, mesure contestée par un nombre grandissant d'élus locaux quelle que soit leur appartenance politique, nous proposons, par exemple, de moderniser la TP en taxant les actifs financiers des entreprises. Les 5 000



milliards d'euros d'actifs financiers réalisés en France en 2003 (derniers chiffres officiels) n'ont pas été imposés. 5 000 milliards d'euros, c'est 20 fois le budget des communes, des départements et des régions. Nous proposons de fiscaliser ces actifs. Un taux réduit de 0,5%. La recette supplémentaire attendue -12 à 15 milliards d'euros- serait reversée aux collectivités territoriales.

### Logement social

**Jean Louis LE CORRE**  
«la politique locale a ses limites»

Le Gouvernement se désengage de la politique du logement et abandonne la politique de la ville. Jean-Louis Le Corre, Premier vice-Président de la Carène, a profité du bilan d'activités 2005 pour dénoncer devant deux cents élus rassemblés, les conséquences dévastatrices d'une politique ultra libérale qui accroît chaque jour un peu plus les inégalités. «En 2005, 3,2 millions de personnes ont connu le «mal logement»... 86 000 vivent dans la rue. En six ans, les prix des appartements neufs a augmenté de 72,4% ... Le taux d'effort pour le loyer réel est aujourd'hui de 50% dans le parc privé et de 23% pour le logement à vocation social». Les jeunes rencontrent des obstacles majeurs pour se loger car 60% d'entre eux ne connaissent que l'emploi à temps partiel ou l'intérim. «Comment, dans ce contexte, trouver un logement adapté à ses moyens avec plus de 3000 demandes de logements en instance dans l'agglomération» s'est interrogé Jean-Louis Le Corre conscient «des limites» de la politique locale aussi ambitieuse soit elle.

### Religion

**Donner à chacun les mêmes moyens**

Le refus de la municipalité de louer une salle à l'association culturelle musulmane à l'occasion de l'Aïd el Kébir, relance le débat sur la place à accorder dans la ville à la deuxième religion du pays. Les pratiquants dont la salle de culte était trop petite pour qu'ils puissent s'y réunir tous ensemble ont été contraints de prier un peu partout. «Une position intransigeante» qui ne se comprend pas, estime Christian Saulnier. «Nous pouvions répondre à cette demande sans renier nos principes républicains... Les locations de salles comme le fait d'obtenir un carré musulman au cimetière sont légitimes et d'autres collectivités y ont répondu sans problèmes». Nantes, pour ne citer qu'elle, possède un carré musulman qui permet à la famille du défunt de faire son deuil et lui évite «d'expatrier le corps dans son pays d'origine». Le maire adjoint communiste qui ne comprend pas «que l'on admette des choses pour l'église catholique et qu'on les refuse à une autre religion» demande que soit organisé un vrai débat au Conseil municipal afin que chacun puisse s'exprimer sur les conditions dans lesquelles chacun peut «exercer sa foi religieuse dans le strict respect du principe de laïcité».

# 33<sup>e</sup> Congrès agissons pour construire l'avenir



## L'AGENDA

**Rappel des Assemblées générales de sections dans le département**

**Saint-Nazaire** : vendredi 3 mars de 18h à 22h et samedi 4 mars de 9h à 22h - Maison des Sports Saint-Nazaire.

**Brière** : 3 mars à partir de 18h30 et samedi 4 centre Georges Brassens salle polyvalente à Saint-Joachim.

**Basse Loire** : 25 février de 9h à 18h30, salle de la Fraternité à Couëron.

**Rezé Sud Loire** : 25 février de 10h à 18h salle du Centre social des 3 Moulins à Rezé.

**Loire et Sèvre** : 3 mars à partir de 18h30, salle Ile de France à Vertou. Samedi 4 mars 10h, salle de l'Espérance à Beaufort.

**Saint Herblain** : 3 mars à partir de 18h, Centre socioculturel du Sillon de Bretagne à Saint-Herblain.

**Val de Loire** : 6 mars à partir de 18h, salle Audubon à Ancenis.

**Pays de Retz** : 23 février à 20h, 13 rue de la Mer à la Bernerie en Retz.

**3 Rivières** : 16 février à 20h30 salle N° 3 cours Mortier à Blain.

**Presqu'île Guérandaise** : 8 mars à 18h30 salle de l'Escale à Pornichet.

**Châteaubriant** : 16 février à 18h.

**Nantes** : 18 février de 9h à 20h - maison des syndicats.

**Social**  
Manifestation contre le C.P.E. : 7 mars

## Je, tu, il, elle...

**Dominique LUCAS, section de Rezé Sud Loire**  
Quel rassemblement à gauche ?

Rassembler les forces sociales pour rassembler l'ensemble des forces de gauche me paraît un objectif fondamental pour le PCF. Ce rassemblement a besoin d'être «nourri» de l'intervention communiste si nous voulons réellement créer les conditions de la transformation sociale. Or, les expériences qui ont été tentées lors des élections régionales, du type « populaire et citoyenne » apparaissent vides de sens aux gens auxquels nous nous adressons et contribuent à la dilution de l'identité communiste. Ceux que nous rencontrons ont besoin de réponses

concrètes à leurs problèmes. Ils veulent des partis politiques en situation de les résoudre. Il serait tragique de laisser croire que seule une partie de la gauche, auto-proclamée, serait en capacité, demain, de remettre notre pays sur la voie de la transformation sociale. Il nous faut affirmer clairement qui nous sommes, ce que nous voulons faire et avec qui. Le rassemblement majoritaire de notre peuple implique des rapports nouveaux entre forces sociales et politiques. Mais il ne serait pas sérieux de dire ou laisser à penser que ce rassemblement pourrait, dans les conditions actuelles, se réaliser et l'emporter lors d'élection sans le PS.

**Rapport de force à gauche et candidatures communistes. Compte-rendu de réunion des cheminots communistes de Nantes (Extrait)**

La question des rapports de force et de la place du Parti communiste à l'intérieur de la gauche a été pointée. Avec des échanges sur la délégation de pouvoir, les accords électoraux, leur contenu et le rôle de l'intervention populaire.

Quelle responsabilité pour un parti politique qui a pour objectif de travailler au rassemblement populaire, au changement de société, mais qui, le moment venu, peut-être amené à prendre ses responsabilités dans les institutions, du local à l'Europe ? Y a-t-il un espace entre la critique

systematique et la gestion libérale, ou sociale libérale ? La réponse est oui. L'exemple de nos élus dans les collectivités en témoigne.

A propos des candidatures présidentielles et législatives : peut-on porter une démarche de rassemblement en mettant les candidatures communistes, et plus particulièrement celle de la présidentielle, au service de ce rassemblement anti-libéral ? Là encore, l'avis général est qu'il semble nécessaire d'avoir une telle candidature communiste à la présidentielle, porteuse d'un projet, de rassemblement. Et des candidats(tes) communistes, ou soutenu(e)s par le Parti, lors des échéances électorales. Il en va de l'existence même du Parti communiste dans notre pays.

**Diversité et tendances**  
**Yannick CHENEAU, Savenay Basse Loire**

Le Parti a décidé de ne pas étouffer la diversité qui existe en son sein, parmi ses adhérents. C'est une bonne chose qui ne peut que le renforcer dans la manière d'aborder les questions posées à notre société et, par la même, trouver des solutions.

Autres choses, sont les formes que l'on prend pour mettre en œuvre cette pratique politique nouvelle dans le Parti. Comme beaucoup de communistes, je m'informe sur le débat préparatoire au 33<sup>e</sup> congrès, sur la discussion. Je trouve que la méthode retenue par le dernier Conseil national sur «le statut» réservé à d'autres opinions que celles

contenues dans la base commune aurait du être différent. Mieux aurait valu des fenêtres comme les auteurs du texte le proposaient, plutôt qu'un autre texte à côté de la base commune. Cela aurait selon toute vraisemblance empêcher de voir des «écuries» naître derrière tel ou tel texte, comme nous le montre chaque semaine la tribune de discussion de Communistes où l'on commence, avant toute chose, par affirmer que «l'on est pour untel».

A travailler comme cela, la direction nationale, quoique s'en défendant bec et ongles, nous amène tout droit à un parti de tendances, dont aujourd'hui «tout le monde» (ou presque) crie ne pas vouloir. D'où l'importance du débat des communistes.

## ...contribuent au débat

## La question du moment...

Par Yann Vince

### LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE SECTION

Selon les termes des statuts du Parti adoptés au 31<sup>ème</sup> congrès en octobre 2001, ce sont les Assemblées générales de section qui, avant le Congrès (ou Conférence) départemental(e) et le Congrès national qui, les premières, débattront de la base commune adoptée par les communistes, qu'elles amèneront librement en tout ou partie. Ces Assemblées générales de section éliront leurs délégués (selon une représentation fixée par le Conseil départemental sortant) au Congrès départemental. Elles devront enfin se doter d'un exécutif dont elles déterminent les formes d'organisation (Comité ou Conseil local de section). D'après le texte en cours de discussion pour les statuts dans la préparation du 33<sup>ème</sup> congrès, il est précisé que l'Assemblée générale de section se réunit en Congrès local pour débattre de la base commune, l'amender. C'est le texte amendé qui est soumis au vote puis il est transmis, avec les

amendements non retenus, jusqu'au Congrès national qui en débattrà à son tour, l'amènera, le votera. Le Congrès local devrait également discuter des candidatures pour le Conseil départemental et le Conseil national, élire sa délégation au Congrès départemental et élire un Collectif local d'animation.

Dans toutes les instances du Parti, les décisions se prennent à la majorité. Les adhérent(e)s qui ne les partagent pas, gardent le droit de défendre et d'exprimer leur point de vue. Le vote est individuel. Il est toujours secret pour l'élection à toute fonctions ou responsabilités.

Comme on le voit, la tenue des 12 Assemblées générales de sections (ou Congrès locaux) de notre Fédération est un moment particulièrement important dans la vie du Parti, dans la préparation de son Congrès national. Rappelons ici, que les sections de notre Parti rassemblent les adhérent(e)s d'une ou plusieurs communes, d'une même zone d'activité, d'une même entreprise. Les adhérent(e)s constituent ensuite pour y développer leur activité militante, des cellules au niveau d'un territoire (commune, quartier de ville) ou d'une entreprise.

Yann VINCE

## Vite lu...

### Les 12 sections, forces et représentation à la Conférence départementale

Chaque section est représentée par 5 délégués plus 1 délégué par tranche de 30 adhérent(e)

NANTES : 512 inscrits – 22 délégués  
SAINT-NAZAIRE : 226 inscrits – 13 délégués  
BRIERE : 212 inscrits – 12 délégués  
REZE SUD LOIRE : 194 inscrits – 12 délégués  
LOIRE ET SEVRE : 122 inscrits – 9 délégués  
BASSE LOIRE : 106 inscrits – 9 délégués  
PRESQU'ILE GUERANDAISE : 90 inscrits – 8 délégués  
SAINT-HERBLAIN/GESVRES ET CENS : 67 inscrits – 8 délégués  
VAL DE LOIRE : 62 inscrits – 8 délégués  
PAYS DE RETZ : 47 inscrits – 7 délégués  
TROIS RIVIERES : 43 inscrits – 7 délégués  
CHATEAUBRIANT : 42 inscrits – 7 délégués